A: Monsieur **Valeriu Tabără** - Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural
Madame **Cornelia Mihai** – Directrice de l'Autorité de Management pour le Programme National de Développement Rural
Monsieur **Claudiu Coadă** – Chef du Service LEADER

Par la présente lettre nous souhaitons manifester notre souci concernant la mise en place du Programme LEADER en Roumanie et soutenir les autorités publiques pour initier un dialogue constructif et transparent.

Depuis déjà l'année 2006 l'initiative LEADER avait été accueillie avec grande joie et espoir dans l'espace rural roumain. A ce moment-là avait été lancé le premier appel pour identifier les territoires et former les animateurs locaux et beaucoup de communautés se sont efforcées de répondre au mieux aux demandes du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural afin d'avoir au moins un représentant formé. La communauté devenait enfin la créatrice et la bénéficiaire d'une stratégie de développement.

Par leurs propres forces, humaines et financières (pas du tout nombreuses), tous ensemble – structures associatives, organisations non-gouvernamentales et administrations locales – nous avons essayé d'apprendre davantage sur le programme LEADER pour nous préparer à sa meilleure mise en place. Certains territoires ont établi des coopérations avec des pays comme l'Allemagne, la France, la Hollande, le Luxembourg, l'Autriche, la Hongrie et la Pologne. Suite à ces partenariats ont été engagées les futures collaborations visant une ouverture pour le développement des communautés respectives.

Les principes du LEADER ont particulièrement enflammé ceux qui agissent pour la structuration et l'animation de la société civile roumaine, ceux qui ressentent le plus fort la nécessité d'un partenariat public privé basé sur ce nouveau paradigme du développement local. C'est pourquoi après les premiers messages de la part du MADR et après l'intégration de la Roumanie à l'Union Européenne, nous nous sommes impliqués avec toute notre conviction dans la mobilisation, la facilitation et le soutien – financier, matériel et humain pour identifier et créer des partenariats.

L'inertie et la méfiance d'une population lourdement testée par le régime communiste et une transition difficile et pas du tout mobilisatrice, ont rendu difficilement la promotion des principes du LEADER, le dialogue constructif entre l'administration, le secteur privé et les ONG. Mais, à ce moment-là, a été réalisé quelque chose de très important: la mise ensemble à la même table des représentants des autorités locales, des ONG et des entrepreneurs privés qui avaient été d'accord de participer à la construction des partenariats territoriaux.

Pendant la période 2007-2009 la communauté des personnes intéressées par le programme LEADER a impatiemment attendu son lancement. Entre temps, beaucoup d'entre elles sont devenues méfiantes, et d'autres, faute d'événements concrets, ont été fatiguées d'assister à la promotion théorique de ce concept.

Pendant la deuxième partie de l'année 2009, presque simultanément ont été lancés plusieurs composants visant la préparation de la mise en place du programme LEADER. Cela a fait que pendant l'année 2010 les personnes intéressées ont pu participer à deux séries de formations. En même temps se déroulait le processus d'élaboration des Plans de Développement Local. Même s'il y avaient beaucoup de questions sans réponses, les gens commençaient de nouveau à espérer et continuaient à s'y impliquer sur le principe „en voyant et en faisant".

En dépit de tous ces problèmes, grâce à une exceptionnelle mobilisation faite par les responsables locaux, 150 dossiers ont pu être déposés. Des centaines de personnes, qui attendaient une réponse à leur dossier déposé dans le délai prévu, se sont impliquées dans leur élaboration. La date buttoir a été dépassée et le 15 février 2011, quand tout le monde attendait la décision sur les stratégies de développement local, un communiqué sec du site Internet du MADR nous annonçait que :

« Suite à la centralisation des rapports d'évaluation des PDL déposés, on a constaté l'existence de quelques inadvertances en ce qui concerne leur évaluation. Cela fait que la direction du Ministère de l'Agriculture et du développement Rural a disposé un contrôle de qualité sur le processus d'évaluation des PDL.

Donc, jusqu'à la présentation des conclusions du contrôle de qualité, le Rapport d'Evaluation centralisé des PDL ne sera pas publié. »

Ce communiqué a fait de nouveau que les gens soient méfiants sur le démarrage du programme et encore une fois on a mis une pression très forte sur nous, ceux qui avaient fait la promotion sur place de ce programme. Nous estimons que eux et nous - aussi, nous méritons une réponse plus détaillée de la part de l'Autorité de Management.

Tenant compte de tous ces aspects et aussi de la période courte jusqu'à l'actuel cycle de programmation, nous vous sollicitons de:

- programmer une rencontre avec les représentants des potentiels GAL pour les informer sur la situation actuelle
- nous communiquer les délais concrets de la sélection des GAL
- nous communiquer l'échéancier de la mise en place du Programme LEADER dans le délai resté jusqu'à la fin du PNDR.
- justifier officiellement le retard de la publication du rapport de sélection des stratégies de développement.

Nous vous remercions et nous attendons avec intérêt vos réponses.

Ci-joint vous avez la liste des signataires.